TRIBUNE

A Fukushima, les autorités japonaises prescrivent un retour au « pays natal »

vendredi 21 mars 2014, par ASANUMA-BRICE Cécile, RIBAULT Thierry (Date de rédaction antérieure : 7 novembre 2013).

Les administrateurs du désastre de Fukushima – Etat, réseaux interlopes, scientifiques, experts, contre-experts, mouvements citoyens et organisations non gouvernementales – sont devenus les cogestionnaires de dégâts en chaîne, chacun œuvrant au nom d'un intérêt supérieur hautement revendiqué : protéger.

Que s'agissait-il de protéger cependant lorsque, en mai 2013, les décideurs ont achevé la réouverture des zones interdites ? Que protège-t-on en incitant les populations à revenir vivre sur des terres contaminées où le seuil d'inacceptabilité, fixé à 20 milliesieverts par an, est quatre fois supérieur à celui fixé à Tchernobyl – sans compter les « points-chauds » à plus de 50 millisieverts – et vingt fois plus élevé que le seuil internationalement recommandé ?

Que protège-t-on en appelant à retrouver une « vie normale » à proximité d'un complexe nucléaire hautement dangereux : inondations, fuites d'eau contaminée, démarrage imminent d'opérations d'extraction des 400 tonnes de combustibles de la piscine du réacteur n°4, dont les produits de fission représentent 14 000 fois ceux de la bombe de Hiroshima ?

Quelle est donc la nature de cette « protection » ici mise en œuvre par l'ensemble de la société ?

Quelles relations incestueuses la lient pour longtemps à la soumission ?

Associations de victimes déboutées

Soulignant les nuisances et les limites des sociétés industrielles à l'aube du XXI^{e} siècle, ce désastre a démontré, si besoin était encore, à quel point l'Etat, qui ne peut plus gérer les accidents de son développement, délègue à d'autres le soin de le faire. A l'intérieur de ce cadre établi et à leur corps défendant, de multiples « mouvements citoyens » ont dû faire le constat de leur impuissance.

Les « All Stars Demo », avec à leur tête le haut du panier de la contestation anti-nucléaire nobélisée, usent plus les semelles de la piétaille manifestante que les nerfs du gouvernement. Les associations de victimes, qui mènent Tepco et l'Etat devant les tribunaux, viennent d'être déboutées. Les agriculteurs avouent ne pas consommer les aliments irradiés qu'ils mettent cependant sur le marché.

Quant aux populations restées sur place, tétanisées par la propagande qui les condamne, incapables de décider de sauver leur vie, elles attendent une mort déclarée statistiquement probable, mais non certaine, et se font les cobayes d'une « science » eugéniste et radio-négationniste, puisque niant les effets de la radioactivité, pourtant, préalablement et scientifiquement, établies.

Les populations fuient hors de la réalité

Les populations, ainsi sommées de considérer la contamination radioactive telle une « mauvaise rumeur », tombent dans l'apathie, le découragement et fuient hors de la réalité. Pendant ce temps-là, ladite rumeur embauche 20.000 personnes pour la seule décontamination extérieure à la centrale, et, contrairement à ce qu'annoncent les pouvoirs publics, serait, dans ce même but, dans l'obligation de dépenser 210 milliards d'euros.

Pendant ce temps-là, le 7 septembre 2013, à Buenos Aires, lors de son discours devant le Comité olympique international, le Premier ministre Shinzo Abe *« donne la garantie absolue que les questions sanitaires ne constituent pas un problème jusqu'à présent, et qu'elles n'en constitueront pas plus à l'avenir. »*

Représenter la réalité tel un enfer n'est pas suspect ; exhorter systématiquement à la fuir l'est. Voilà pourtant le premier fondement de la protection à l'œuvre, à Fukushima, aujourd'hui.

Une science d'ascenseur

Le second fondement a consisté en la mise en place insidieuse d'une science d'ascenseur qui s'est construite précisément par renvois entre ses protagonistes avec, pour principale visée, l'accès optimisé à de non moins ascendantes carrières. C'est à la science ce que la « musak » est à la musique : un ersatz apparemment insignifiant, aux finalités répressives.

Ainsi Shinobu Goto, spécialiste des sciences de l'environnement à l'université de Fukushima, dénonce-t-il la partition entre d'un côté, des citoyens, qui ne seraient qu'irrationnels et émotifs, et de l'autre, des experts scientifiques dont le jugement serait le plus pertinent dans une situation comme celle de Fukushima.

De fait, on a vu, à travers l'exemple du désormais trop fameux professeur Shunichi Yamashita, médecin promptement nommé dès avril 2011 à la tête de l'enquête sanitaire menée par l'université de médecine de Fukushima et défenseur zélé de l'innocuité des radiations en deçà de 100 millisieverts par an, combien certains experts scientifiques savent établir des zones d'ignorance là où des certitudes avaient enfin fini par apparaître.

Des scientifiques transformés en experts

Les dix-neuf cas de cancer de la thyroïde jusqu'à présent officiellement détectés et opérés, parmi les enfants de Fukushima et les 25 autres cas en attente d'une intervention chirurgicale, sont ainsi considérés, par ces fossoyeurs de vérité, comme s'étant trop rapidement déclarés pour que l'on puisse considérer qu'ils aient un lien quelconque avec l'accident nucléaire.

Pour le radiobiologiste Keith Baverstock, ancien responsable du programme de protection contre les radiations au bureau européen de l'OMS (Organisation mondiale de la santé), une telle imposture renvoie précisément à la transformation de nombre de scientifiques en « experts » qui, sous couvert de s'inscrire dans le consensus établi par leur « communauté », évitent de véritables confrontations scientifiques avec leurs « pairs ».

Obligeant chacun à ralentir le pas pour paître en toute quiétude dans les prairies des dangers avérés, et gommant les désagréables rumeurs que font circuler quelques émotifs inquiets, parce que mal informés, on a laissé épandre une science de l'oubli dont l'objectif, tel un pesticide sélectif destiné à anéantir le souvenir, est de produire les conditions psychologiques censées améliorer le bien-être et la protection de tous, menant ainsi à un niveau jamais égalé la soumission volontaire.

Les chœurs de l'internationale nucléariste

A qui, à quoi s'agit-il exactement de se soumettre ?

Visant à réduire à néant une loi humaine qui veut que, paradoxalement, les contextes d'insécurité seuls permettent aux populations de penser, de décider et d'agir avec une relative liberté d'esprit, les autorités japonaises, encouragées en cela par les chœurs de l'internationale nucléariste, ont établi en pierre de touche la sécurité, quitte à lui faire prendre, dans le contexte de mise en auto-expérimentation qui caractérise désormais la situation à Fukushima, des allures d'inhumanité.

Juan Carlos Lentijo, directeur à l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) de la division Cycle du combustible et technologie des déchets – donc manifestement rompu aux questions de l'humain et de sa destinée dans la société nucléaire – rendait récemment les conclusions de sa mission, *« encourageant les institutions japonaises à accroître leurs efforts de communication relative à l'acceptabilité d'une dose allant de 1 à 20 millisieverts par an, dose qui est en conformité avec les normes internationales »*.

Trois jours plus tard, Olivier Isnard, de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), entonnait la même berceuse :

« Dans cette étape intermédiaire, et selon les recommandations internationales en vigueur, on peut revivre dans la zone contaminée à condition que le niveau d'exposition externe et de contamination interne combinés n'excède par 20 millisieverts par an. »

Le perroquet équilibriste de l'IRSN, toutefois, nous alerte :

« Près des maisons, les niveaux sont peut-être par endroits redevenus tolérables, mais inutile de songer à aller dans les bois cueillir des champignons alentour et les manger, car ce sont des éponges à radioactivité. »

Autant dire – quand on sait que la périphérie de la zone de décontamination (cette dernière n'étant jamais définitive) n'excède pas les 20 mètres pour les habitations situées en bordure de forêt – que cette survie en zone contaminée, qui nous est, dans un premier temps, présentée comme « transitoirement » vivable, est dans les faits, à court comme à long terme, invivable, bien que recommandée par ceux qui prennent soin de laisser aux autres le risque de l'expérimenter.

Cellule de protection contre le suicide

Tout à leur recherche de la croissance perdue, les pouvoirs publics, faisant ample usage de l'oxymore du retour à la vie dans les zones contaminées, ne reculent devant rien pour établir, entre la protection et la soumission, un lien incestueux indestructible et incontournable. Ainsi, en guise d'explication aux cent suicides liés au désastre nucléaire dans les départements de

Fukushima, d'Iwate et de Miyagi, entre juin 2011 et août 2013, notamment parmi les personnes habitant des logements provisoires, le ministère de l'Intérieur met en cause *« la charge nerveuse que représente l'allongement de la période de refuge loin du pays natal »*.

Protéger les populations psychologiquement défaites, en leur prescrivant un retour au « pays natal », indispensable à leur survie, tel est l'objectif. Ramenés à l'état de tragiques dépressifs, pris en charge à la va-comme-je-te-pousse, les habitants seront, à Fukushima, soulagés de pouvoir faire appel à une cellule de protection contre le suicide, pompeusement baptisée, dans le flot des grandes ambitions qui suivent les désastres, « Centre de soin pour l'esprit ».

750 euros pour « préjudice psychologique »

Ne nous y trompons pas, cependant : chacun des 80 000 habitants des municipalités évacuées, proches de la centrale, pouvant prétendre à une allocation mensuelle de 750 euros pour « préjudice psychologique » – il convient de replacer cet apparent sursaut heidegerrien des autorités dans son contexte budgétaire.

C'est d'ailleurs au nom d'une protection tout aussi trébuchante que le seuil de 20 millisieverts par an « autorisant » le retour des populations évacuées, a été prescrit par le gouvernement en décembre 2011.

Un ministre d'Etat ayant participé aux réunions préparatoires à l'époque, confiait en mai 2013, qu'un seuil à 5 millisieverts – qui a prévalu à Tchernobyl – aurait impliqué l'évacuation d'une partie des deux plus grandes villes du département, Fukushima et Koriyama, plus de 300 000 habitants chacune, « rendant impossible le fonctionnement du département », sans compter « les inquiétudes relatives aux dédommagements supplémentaires ». Voilà qui a le mérite d'être clair.

Rappelons, d'autre part, qu'une partie des travailleurs de la centrale de Fukushima Daiichi était, avant l'accident, recrutée parmi les habitants qui l'avoisinaient. Or, depuis le 11 mars 2011, 29 000 personnes y ont officiellement travaillé, dont 87% pour le compte de 800 sous-traitants, payées entre 4 et 8 euros de l'heure, tandis que 20 000 autres intervenaient, comme nous l'avons dit, pour la décontamination à l'extérieur du site.

Ce pharaonique besoin de main-d'œuvre, qui ira croissant pour au moins le prochain demi-siècle, et la nécessité financière, pour Tepco, de ramener à leur niveau antérieur les salaires provisoirement relevés peu après l'accident, peuvent expliquer le recours à la noble, mais peu poétique, rhétorique du « retour au pays natal » qui, soudain, semble avoir bon dos.

Seriner aux gens de rentrer « chez eux » est en contradiction absolue avec ce que nombre d'entre eux réclament depuis plus d'un an. Dans le cadre de la Loi de protection des enfants et des autres victimes du désastre de Fukushima, votée en juin 2012, dont les décrets d'application n'ont pas encore vu le jour, la population exige un accès plus facile et moins coûteux aux examens médicaux, et la garantie du droit au refuge et à la migration, promu par le haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies, Arnand Grover. Son rapport, présenté en avril dernier à Genève, a été superbement piétiné par un gouvernement japonais accaparé à mettre en œuvre un plan de protection des populations, d'une toute autre nature. Et pour cause.

Des cuves et des hommes

Il règne à Fukushima une atmosphère d'obsolescence programmée.

Les cuves de stockage d'eau contaminée n'ont jamais été prévues pour durer au-delà de cinq ans et cela fera bientôt trois ans que personne ne l'ignore.

Dès le mois de décembre 2011, Tepco avait déclaré que, compte tenu des 200 à 500 tonnes d'eau affluant chaque jour dans les bâtiments qui abritent les réacteurs, la capacité maximale de stockage de l'eau contaminée – à l'époque 155 000 m^3 – serait atteinte en mars 2012 et que l'entreprise serait alors contrainte d'effectuer des rejets massifs dans l'océan.

Dès avril 2011, Sumio Mabuchi, ministre de l'Aménagement du territoire, avait lancé un appel pour la construction d'un mur souterrain afin d'arrêter le flot d'eau sous la centrale.

Deux ans et demi plus tard, Tepco s'oriente, pour la rondelette somme de 340 millions d'euros, vers

la construction d'une « barrière de glace » de 1 400 mètres dont la seule maintenance coûterait annuellement 10 millions d'euros (hors coûts de consommation massive d'électricité). Efficacité et faisabilité d'un tel projet désormais considérées comme douteuses par les spécialistes eux-mêmes, le responsable de l'entreprise la plus au fait des techniques de congélation des sols déclarait récemment :

« La mise en place d'une telle technologie ne peut être envisagée avant l'horizon 2015. »

Une « situation de guerre »

L'expertise scientifique, occupée une fois de plus à faire le jeu de la soumission par la tranquillisation des populations voulue par les autorités politiques, plutôt qu'à prouver son intelligence, Paul Reuss, ingénieur au Commissariat à l'énergie atomique, déclarait voici peu :

« La mer est spontanément et naturellement radioactive, à cause de l'uranium qu'elle contient. Donc si on en rajoute un petit peu, évidemment ce n'est pas agréable, mais ce ne sont pas des quantités considérables. »

Moins relativiste et sans doute spontanément et naturellement plus concerné, un officier des Forces japonaises d'auto-défense évoque une *« situation de guerre »*, tandis qu'un éditorialiste compare les fuites radioactives aux plans de l'armée impériale lors de la bataille de Guadalcanal :

« 20 000 officiers et soldats ont péri de faim sur cette île du Pacifique, car ils ont été privés d'approvisionnement. »

Sous-estimation des forces adverses, excès de confiance en soi, incapacité des officiers à comprendre la situation de terrain.

Pression inhumaine sur les ouvriers

Les décideurs sous-estimant les problèmes liés aux fuites d'eau contaminées, leur confiance dans des réservoirs de stockage et un système de décontamination dont on connaît toutes les défaillances depuis plus de deux ans, s'avérant excessive, les ouvriers de Fukushima se retrouvent à travailler sous une pression inhumaine.

Nombre d'entre eux reversent un tiers de leur paie journalière à l'un des cinquante gangs de yakuza qui sévissent dans le département et 68% de leurs employeurs inspectés entre janvier et juin 2013, ont été pris en flagrant délit de violation du code du travail.

Le « secrétariat d'Etat à la politique spéciale en matière d'eau contaminée », nouvelle trouvaille des autorités, aura sous peu, n'en doutons pas, des solutions à proposer.

L'administration du désastre de Fukushima achève de sceller l'unité inextricable de la soumission et de la protection dans les sociétés industrielles et fait de cette unité une nécessité objective contre laquelle chacun se croit impuissant. Ce désastre apporte la preuve criante que la part de soumission gigantesque qu'implique désormais la citoyenneté ne garantit en retour que d'une protection feinte.

A Fukushima, il en va désormais des hommes comme des cuves : on connaît leur durée de vie, mais on parie sur une relative élasticité de leur résistance, les uns comme les autres n'étant rien de plus que des ressources matérielles à disparition programmable, en attente de remplacement.

Thierry Ribault, économiste au CNRS

Avec la collaboration de Cécile Asanuma Brice, chercheur associée à la Maison franco-japonaise de Tokyo

---

P.-S.

* http://rue89.nouvelobs.com/2013/11/07/a-fukushima-situation-guerre-247293

* Thierry Ribault est co-auteur avec Nadine Ribault de « Les Sanctuaires de l'abîme : chronique du désastre de Fukushima » aux éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, Paris, 2012.

Cécile Asanuma Brice est chercheur associée à la Maison franco-japonaise de Tokyo.